

# Tibet: chronologie 1949-1999

**Chronologie des principaux événements qui se sont déroulés au Tibet au cours des 50 dernières années.**

**1er octobre 1949** : fondation de la République Populaire de Chine par Mao Tsé-Toung.

**Octobre 1950** : entrée des troupes chinoises à Lhassa, capitale du Tibet.

**23 mai 1951** : signature à Pékin, sous la menace, d'un plan en 17 points, dit accord de libération pacifique du Tibet, qui scelle le « retour » du royaume himalayen dans « la mère-patrie » chinoise.

**1954** : le Dalaï Lama, chef spirituel et temporel des Tibétains, est reçu par Mao Tsé-toung pour signer la constitution chinoise qui proclame que le Tibet fait partie intégrante de la Chine.

**1955 et 1956** : des soulèvements sporadiques conduisent à une révolte majeure dans l'est du Tibet. Des réfugiés affluent dans le Tibet central et en Inde.

**10 mars 1959** : début d'un soulèvement contre l'occupation chinoise qui s'achèvera dans un bain de sang, avec des milliers de victimes tibétaines. Fuite du Dalaï Lama en Inde, où un gouvernement en exil sera formé à Dharamsala.

**1965** : Pékin crée la « Région Autonome du Tibet ».

**1966/76** : révolution culturelle : les monastères sont détruits et les religieux persécutés. Pékin ne rétablira les droits à l'exercice de la religion qu'en 1980.

**1978** : le Dalaï Lama se dit prêt à retourner au Tibet s'il est convaincu que les Tibétains sont heureux sous l'administration chinoise. La Chine se déclare disposée à oublier la « trahison » du chef spirituel et à l'accueillir de nouveau. Offre renouvelée maintes fois par la suite.

**1979/84** : le Dalaï Lama est autorisé à envoyer quatre missions d'enquête au Tibet entre 1979 et 1983. Parallèlement, des délégations politiques tibétaines se rendent à Pékin en 1982 et 1984.

En 1983, la Chine exclut que le chef spirituel tibétain puisse obtenir un poste de responsabilité au Tibet après son éventuel retour.

**1986** : les négociations sur le retour du Dalaï Lama achoppent notamment sur le fait que Pékin exige qu'il s'engage à résider à Pékin et non à Lhassa.

**1987/1988** : manifestations antichinoises à Lhassa violemment réprimées. En juin 1988, le Dalaï Lama propose de laisser Pékin contrôler les affaires étrangères et la défense du Tibet en échange d'une autonomie interne. Proposition restée sans suite.

**28 janvier 1989** : mort du 10e Panchen Lama, le plus haut dignitaire bouddhiste resté en Chine.

**8 mars 1989** : Pékin impose la loi martiale à Lhassa après trois jours d'émeutes antichinoises qui font plusieurs dizaines de morts.

**Octobre 1989** : le Dalaï Lama obtient le Prix Nobel de la Paix.

**1990** : le chef tibétain préconise la création d'une confédération sino-tibétaine, abandonnant ainsi ses revendications indépendantistes.

**1992** : ouverture du Tibet au monde extérieur pour promouvoir son économie.

**1995** : début d'une controverse sur la 10e réincarnation du Panchen Lama : pour la première fois dans l'histoire du bouddhisme tibétain, Pékin intervient directement dans le choix du Panchen Lama en désignant un garçon de six ans et en plaçant en résidence surveillée l'enfant reconnu par le Dalaï Lama, dont on est toujours sans nouvelles 4 ans plus tard.

**1996** : le Dalaï Lama propose des négociations sans conditions sur l'avenir du Tibet, une proposition à laquelle Pékin oppose la reconnaissance au préalable de la souveraineté chinoise sur le Tibet.

**1997** : le président chinois Jiang Zemin demande au Dalaï Lama de déclarer que le Tibet a toujours été une « partie inaliénable de la Chine » et en fait une pré-condition à un dialogue, rejetée par le Dalaï Lama.

**10 mars 1998** : le Dalaï Lama accuse la Chine de « génocide culturel », à l'occasion du 39e anniversaire du soulèvement antichinois.

**Juin 1998** : Pékin déclare disposer de plusieurs « canaux de communication » avec le Dalaï Lama avec lequel le dialogue est officiellement rompu depuis 1993.

**7 mars 1999** : les autorités chinoises, par le biais d'un long commentaire de l'agence Xinhua (Chine Nouvelle), lancent une attaque en règle contre le chef spirituel tibétain, l'accusant notamment d'être le principal responsable des troubles sociaux au Tibet.

Aujourd'hui, les « canaux de communication » sont rompus entre Pékin et le Dalaï Lama. Ce dernier continue de prôner la voix de la non violence comme résolution du conflit, malgré une pression de plus en plus forte de certains Tibétains demandant l'indépendance totale, même au prix de la violence.

**13 juin 1999** : 4 grands concerts sont organisés à travers le monde par le Milarepa Fund pour faire prendre conscience à la communauté internationale de l'urgence de la situation au Tibet.

Source : AFP et Tibet Info